



RÉSEAU
Maroc

rencontre

Assise de la coopération décentralisée franco marocaine

**Side event Gestion intégrée de la ressource en eau
Mercredi 7 décembre de 14h à 18h**

Programme prévisionnel

Contexte :

Les ressources hydriques dont dispose le Maroc sont limitées. Les ressources en eau renouvelables sont évaluées à 29 milliards de m³/an, soit 1 044 m³ par habitant et par an en 1998. En 2020, elle ne sera que de 786 m³ par habitant et par an. Elles sont, par ailleurs, soumises à des variations cycliques extrêmes. Une succession de cycles de sécheresse aiguë ont des conséquences importantes sur l'environnement naturel et l'économie nationale, notamment agricole (chute de la production céréalière, etc.). L'eau déjà rare, est aussi soumise à l'augmentation continue des besoins, due à l'évolution rapide de la population, à l'amélioration du niveau de vie, au développement industriel et à l'extension de l'agriculture irriguée. Ces pressions sur les ressources en eau s'accompagnent d'une dégradation croissante et de plus en plus grave de leur qualité et des conflits sur son usage. La pollution, l'érosion des sols et le transport solide constituent les principales contraintes qui s'opposent à la gestion rationnelle et au développement durable des ressources en eau au Maroc.

Les assises de la coopération franco-marocaine se dérouleront en décembre 2016 1 an après la COP 21 à Paris sur le changement climatique et 1 mois après la COP 22 qui aura lieu au Maroc.

Bien que les impacts du changement climatique se mesurent sur la ressource en eau dans beaucoup d'endroit de la Planète, cette question reste absente dans les négociations. Dans le cadre de la préparation de la COP 21 et de la COP 22, plusieurs rencontres internationales ou nationales se sont déroulées dans le but d'identifier des pistes de solutions à mettre en œuvre. Parmi les recommandations, celle qui revient régulièrement est l'importance de remettre la question de la gestion des ressources naturelles au niveau locale en favorisant la concertation entre l'ensemble des acteurs.

La place des collectivités locales est donc une nouvelle fois questionnée mais quelle possibilité ont-elles vraiment d'être un acteur majeur des défis de demain et ce pour quel type de gestion de la ressource ? Comment se positionne la coopération décentralisée dans ce cadre et avec quels moyens sachant que les fonds disponibles commencent à se réduire ?

Face aux impacts du changement climatique une solution économe en eau se développe, la réutilisation des eaux usées. Ce sujet abordé dans différentes rencontres et faisant l'objet de nombreuses études reste peu mis en œuvre dans la pratique (environ 20 % des eaux collectées sont traitées). Cela s'explique par la réticence des populations à utiliser des eaux usées pour certaines pratiques agricoles, mais aussi par la difficulté d'accès à des solutions techniques adaptées à un contexte d'évaporation important limitant de fait les quantités d'eau disponibles. La réutilisation reste néanmoins une des solutions pour faire face à la pénurie d'eau pour laquelle il est urgent de trouver des solutions adaptées aux différents territoires.



Programme prévisionnel proposé :

14h – 14h30	Accueil des participants
14h30 – 14h45	Présentation de la politique sectorielle de l'eau et l'assainissement au Maroc
14h45 – 15h	Présentation de l'étude partielle de vulnérabilité aux impacts du Changement climatique et des projets d'adaptation eau identifiés, PNUD (à confirmer)
15h – 15h30	Rappel des concepts de GIRE et GDE et les avancées de la GIRE et la GDE au Maroc, Plan Bleu (à confirmer)
15h30 – 15h50	Présentation du Programme national d'assainissement rural, Ministère de l'intérieur marocain
15h50 – 16h	Exemple du projet de réutilisation des eaux usées à Ouarzazate, Association Targa Aide
16h – 16h20	Pause café
16h20 – 16h35	Exemple de la notion de GIRE par l'AERMC (lien entre les ressources terres et eau)
16h35 – 17h00	Présentation d'un exemple de GIRE au Maroc, SAGIE, (Conseil régional Sous Massa et Département de l'Hérault), et mise en œuvre par les collectivités locales (Expert solidaire)
17h – 18h	Débat : Quel accompagnement des collectivités dans la gestion de l'eau ? Quelles attentes, quelles besoins ?